



# DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ

NEWSLETTER N°1  
AVRIL  
2019

## EDITO

Nous sommes heureux de partager avec vous ce premier numéro de « Développement du Secteur Privé ACP », le bulletin d'information bimestriel qui vise à faire le point sur la mise en œuvre des ressources Intra-ACP du FED, dédiées au développement du secteur privé dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (pays ACP).

Ces ressources allouées aux programmes qui en découlent sont alignées sur les quatre piliers opérationnels de la Plateforme conjointe ACP-UE de Développement du Secteur Privé (DSP):

- Soutenir les politiques nationales et régionales favorables aux entreprises et inclusives et renforcer les capacités de production et les chaînes de valeur
- Renforcer l'inclusion financière
- Améliorer l'accès au financement d'entreprises, et notamment de PME
- Promouvoir la gestion des connaissances ACP-UE en matière de développement du secteur privé

Si les pays ACP veulent réussir la transformation socio-économique structurelle à laquelle ils aspirent pour leurs économies, ils doivent s'associer au secteur privé, principal moteur de croissance et de création d'emplois et relais des politiques publiques, qui constitue à ce titre un outil puissant de développement.



**Viwanou GNASSOUNDOU**  
Sous-Secrétaire Général - Développement  
économique durable et commerce

## LE POINT SUR LES ACTIVITES DE BUSINESS ACP

Opérationnel depuis février 2018, Business ACP est la facilité d'assistance technique dont les activités sont principalement :

- Fournir un appui technique et administratif à la Plateforme ACP-UE de Développement du Secteur Privé ;
- Promouvoir la gestion et le partage des connaissances en matière de Développement du Secteur Privé ACP-UE
- Assister le Secrétariat ACP pour la programmation et l'évaluation des projets

### Appui à la mise en œuvre du cadre conjoint de développement du secteur privé

Au cours des derniers mois, Business ACP a apporté son appui technique et administratif dans le cadre du processus de programmation de l'enveloppe intra-ACP du 11<sup>e</sup> FED dédiée au développement du secteur privé ACP.

> **Soutenir les politiques nationales et régionales favorables aux entreprises et inclusives et renforcer les capacités de production et le développement des chaînes de valeur:**

- **“Fit for Market”, mis en œuvre par le COLEACP** et qui vise à permettre aux petits producteurs, aux organisations paysannes et aux micro, petites et moyennes entreprises (MPME) d'avoir accès aux marchés horticoles internationaux et nationaux, en se conformant aux questions sanitaires et phytosanitaires (SPS) et aux exigences du marché, dans un cadre durable.
- **« Soutenir les politiques nationales et régionales favorables aux entreprises et inclusives et renforcer les capacités de production et le développement des chaînes de valeur »** - Programme conjoint du Groupe Banque Mondiale, du Centre du Commerce International (CCI) et de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI). Les deux résultats escomptés sont : 1) des politiques nationales et des cadres légaux favorables aux entreprises, inclusives et responsables sont mis en œuvre ; 2) meilleure productivité et compétitivité à travers des capacités commerciales et des chaînes de valeur renforcées.
- **Organisations des agriculteurs dans les pays ACP**, mis en œuvre par le Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA), a pour



but de renforcer les capacités afin d'accroître les recettes, les moyens d'existence, ainsi que la sécurité et la sûreté alimentaires et nutritionnelles des exploitations agricoles familiales dans les domaines ciblés, à travers l'intégration de celles-ci dans les principales chaînes de valeur agricoles.

> **Améliorer l'accès de PME au financement et catalyser les investissements privés et le financement commercial pour le développement via le blending**

- **Boost Africa For Youth Employment**, mis en œuvre par la Banque Africaine de Développement (BAD) et la Banque Européenne d'Investissement (BEI) afin d'accroître l'accès des entreprises au financement par le biais de regroupements d'entreprises, en particulier en soutenant les PME en phase de démarrage et les jeunes entreprises.
- **EURIZ**, mis en œuvre par l'Agence Française de Développement (AFD) et la Swedish International Development Agency (SIDA). Cette facilité de garantie vise à cibler les MPME financièrement mal desservies dans les pays ACP avec les objectifs principaux suivants: améliorer l'accès aux services financiers par le biais du blending/mixage et promouvoir la création d'emplois.



**Alisi Tuqa, CEO,** Pacific Islands Private Sector Organisation (PIPSO)

On fait appel au secteur privé pour résoudre de nombreux problèmes, en particulier lorsqu'il est question de développement national et de mise en œuvre du développement durable. Pour nous, dans le Pacifique, on compte énormément sur le secteur privé non seulement en termes de création d'emplois, mais aussi pour les avantages sociaux et économiques que nous apportons.



**Escipion Oliveira,** Directeur adjoint, Caribbean Export Development Agency (CEDA), Point Focal Régional ACP (Caraïbes)

Les pays ACP ont souvent tendance à se tourner vers le Nord pour trouver des solutions. Or la coopération Sud-Sud est essentielle car partager des expériences et échanger des bonnes pratiques adaptées à nos contextes pourraient contribuer à ce que nos industries et notre secteur privé en général soient plus performants.



**Yentyl Williams,** Réseau des Jeunes Professionnels ACP

En tant que Réseau des Jeunes Professionnels ACP, nous nous efforçons de faire en sorte que les jeunes qui dirigent des entreprises et les jeunes entrepreneurs puissent se faire entendre. En fin de compte, nous sommes ceux qui allons mettre en œuvre ce que les gouvernements ont décidé, nous sommes ceux qui seront confrontés aux questions qui posent problème et problème et qui devront essayer de trouver des solutions.

• **AgriBusiness Capital (ABC) Fund**, mis en œuvre par le Fonds International de Développement Agricole (FIDA). Ce fonds d'investissement est destiné à stimuler la finance inclusive pour les petits exploitants agricoles et le monde rural.

**Collaboration, dialogue, apprentissage, partage de bonnes pratiques**



L'implication des parties prenantes du secteur privé ACP au cours de l'identification et/ou de la mise en œuvre de programmes/projets DSP intra-ACP doit être favorisée, comme le suggèrent les conclusions du 1er Forum ACP DSP: « la nécessité de concentrer les activités pour plus d'impact sur le terrain » et « la nécessité d'appuyer les institutions régionales afin que celles-ci puissent pleinement assumer leur rôle et lancer et mettre en œuvre des activités sur le terrain et identifier les meilleurs partenaires pour leur développement ».

Élément clé du Cadre conjoint de Développement du Secteur Privé (DSP), les Points Focaux Régionaux (PFR) ont été désignés pour faciliter la mise en œuvre, la coordination, le partage d'informations et la planification conjointe au niveau régional en partenariat avec les organisations régionales du secteur privé.

C'est dans ce contexte que depuis son lancement, Business ACP a maintenu des contacts réguliers avec les PFR lesquels sont abrités au sein des Communautés Economiques Régionales (CER) ACP :

- **Afrique de l'Ouest :** CEDEAO
- **Afrique centrale :** Communauté économiques des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC)
- **Afrique de l'Est:** Common Market for Eastern and Southern Africa (COMESA)
- **Afrique australe:** Southern African Development Community (SADC)
- **Caraïbes:** Caribbean Export Development Agency (CEDA)
- **Pacifique:** Pacific Island Forum Secretariat (PIFS)

La concertation passe également par des organisations du secteur privé ACP parmi lesquelles : les associations régionales d'industrie et de commerce, les agences de promotion des investissements, les intermédiaires qui fournissent les services de développement pour les entreprises, les institutions de financement des investissements, etc.

C'est ainsi qu'en novembre 2018 à la Barbade, le Secrétariat ACP a organisé, avec l'appui technique de Business ACP, une Consultation du Secteur Privé ACP sur les négociations Post-Cotonou.

Cette consultation a réuni plus de 60 délégués ACP parmi lesquels des entrepreneurs, des représentants d'organisations intermédiaires telles que les chambres et associations industrielles, des agences de promotion du commerce et des investissements, des prestataires de services financiers et non-financiers, et des organismes de réglementation et de standardisation.

A cette occasion, nous avons recueilli des témoignages de quelques participants, à découvrir à l'adresse suivante : <https://www.youtube.com/watch?v=UeEncnJPGAA&t=22s>



**Développer et consolider le système de connaissances pour le DSP intra-ACP UE**

Un des mandats clés de Business ACP est d'identifier, sauvegarder, mettre en forme et disséminer les connaissances relatives au DSP auprès des parties prenantes du secteur privé ACP-UE.

Les objectifs du système de connaissances mis en place dans le cadre de la Plateforme visent à :

- Fournir des méthodologies/modèles, concepts, références, démonstrations etc.
- Encourager et faciliter le partage des connaissances et des expériences
- Transférer les technologies, savoir-faire, connaissances et méthodologies pertinentes
- Partager des statistiques et des bases de données de praticiens du Développement du Secteur Privé

Le partage d'information, des connaissances, des bonnes pratiques et l'apprentissage entre pairs se fera donc aussi bien lors des forums régionaux qui réuniront des acteurs du secteur privé ACP et UE autour de thématiques spécifiques, que tout au long de l'année à travers la plateforme IT virtuelle de Développement du Secteur Privé ACP qui sera développée en 2019.



## Cadre conjoint ACP-UE de Développement du Secteur Privé: Événements d'Information, de Partage des connaissances et de Mise en Réseau



Le Secrétariat ACP, avec l'assistance technique de Business ACP, la Plateforme de Développement du Secteur Privé ACP, prépare une série de réunions régionales ayant pour objectif principal le Partage des connaissances et la Mise en réseau dans le domaine du Développement du Secteur Privé ACP. En tant qu'activité inhérente au Cadre conjoint ACP-UE de Développement du Secteur Privé, ces événements seront organisés en étroite concertation avec la Commission européenne.

Ceci est particulièrement utile à ce stade, étant donné que plusieurs nouveaux projets intra-ACP et d'importantes facilités de financement du secteur privé sont en cours de lancement ou d'extension. Par conséquent, ces réunions fourniront un cadre approprié pour réunir, d'une part, les agences de mise en œuvre de projets concernés, les facilités

UE de développement du secteur privé et les organisations du secteur privé et, d'autre part, les parties prenantes pertinentes, organisations intermédiaires et des bénéficiaires ciblés du secteur privé dans les régions ACP.

### Les objectifs principaux de ces événements d'Information, de Partage des connaissances et de Mise en réseau de Développement du Secteur Privé consistent à :

- Fournir des informations détaillées sur les programmes intra-ACP de Développement du Secteur Privé (DSP), ceux liés au Plan Européen d'Investissement Extérieur (PEI), ceux gérés par la BEI et autres facilités et programmes de l'UE destinés aux pays ACP, en présence de leurs représentants et des partenaires de mise en œuvre ;
- Fournir une plateforme d'apprentissage et de partage d'expérience entre pairs dans le domaine du développement du secteur privé
- Assurer un degré élevé d'interaction entre les participants du secteur privé des pays ACP ainsi qu'avec les agences de mise en œuvre et les parties prenantes UE, sous forme de networking et/ou de B2B en matière financement, commerce et de transfert de savoir-faire et de technologie.

## AGENDA

Au total, quatre événements d'Information, de Partage des connaissances et de Mise en Réseau sont programmés pour 2019 et se tiendront durant 2 à 3 jours selon la séquence suivante:

- **Afrique de l'Est et Australe :** Maurice, du 14 au 16 mai 2019.
- **République Dominicaine:** 26-27 juin 2019
- **Afrique de l'Ouest et Centrale:** octobre 2019 (date provisoire)
- **Pacifique:** novembre 2019 (date provisoire)

### Dans ce contexte, les catégories de participants des pays et régions ACP suivantes sont particulièrement pertinentes:

- Banques régionales de développement et institutions financières impliquées dans le financement des MPME ;
- Organisations intermédiaires régionales et nationales associatives du secteur privé
- Agences de promotion ou développement du secteur privé (investissement, commerce/exportation, PME/PMI, incubateurs/accélérateurs de PME/PMI, réforme du climat de l'investissement, développement technologique et industriel, financement des MPME, etc.)
- Communautés économiques régionales (CER) des régions concernées



## BENIN

Mme Bertille MARCOS, Fondatrice et CEO de Fruits Tillou

« Via FFM, le COLEACP forme le personnel à l'analyse du risque et à la démarche HACCP. Ils accompagnent l'équipe sur la rédaction du manuel qualité et des procédures, sur « comment gérer, faire vivre et maintenir » le système HACCP ».



## MALI

Moctar FOFANA, Directeur Général | Agrumes et Oléagineux du Mali

« ...Je suis exportateur de mangues du Mali. J'encadre 1000 producteurs dont 200 certifiés. Je suis passé de 300 tonnes en 2005 à 2000 tonnes aujourd'hui. Le nouveau projet FFM est une suite logique. Je salue le projet et tous les décideurs ici et locaux qui y ont cru et l'équipe du COLEACP qui n'est pas comme les autres...»

# Fit For Market: : la durabilité, facteur de compétitivité des entreprises dans la chaîne de valeur fruits et légumes ACP

Le COLEACP accompagne via le programme Fit For Market, les entreprises de production et de commercialisation de fruits et légumes frais et transformés des pays ACP pour développer et améliorer leur accès aux marchés, former et pérenniser leurs ressources humaines, mettre en œuvre une politique de gestion environnementale, améliorer leur compétitivité et faciliter leur accès au financement.

Acteurs principaux de la chaîne de valeur horticole, les entreprises engagées dans le programme FFM contribuent directement aux Objectifs de développement durable (ODD) comme par exemple la lutte contre la pauvreté ou la sécurité alimentaire. Cet engagement se traduit par la signature de la charte durabilité du COLEACP, un des trois piliers de la mise en œuvre du programme FFM. Les deux autres étant le système de formation du COLEACP et son système d'auto-évaluation. La charte COLEACP couvre les sept domaines suivants :

1. Lois et réglementation
2. Pratiques sociétales
3. Pratiques commerciales
4. Conditions de travail
5. Environnement
6. Qualité du produit
7. Bonnes pratiques agricoles

FFM a été lancé en 2016 à la demande du groupe des Etats ACP. Il est géré par le COLEACP et fait partie du programme indicatif intra-ACP (2014- 2020) de coopération entre l'Union européenne et le groupe des

Etats ACP. Il est cofinancé par le 11ème FED, à hauteur de 20 millions d'euros et l'Agence française de Développement à hauteur de 5 millions d'euros. Le programme Fit For Market (FFM) a été conçu sur base des expériences et résultats des programmes PIP et EDES et en fonction des nouveaux besoins des marchés locaux, régionaux et internationaux des fruits et légumes.

## FFM à mi-parcours : plus de 600 demandes d'interventions dans 45 pays ACP

A ce jour 350 protocoles d'entente ont été construits sur base de ces demandes et la mise en œuvre des plans d'actions afférents est en cours. Ils touchent plus de 1 700 000 petits agriculteurs et 100 000 employés. Le taux d'exécution budgétaire du programme Fit for Market à fin janvier 2019 était de 43,4%, après écoulement de 54,3% du temps de mise en œuvre.

Autre indicateur tendanciel marquant de FFM : plus de 50% des volumes de fruits et légumes commercialisés par les entreprises bénéficiant de FFM sont destinés aux marchés locaux et régionaux. Le reste des productions étant vendu à l'export (UE et autres).

## FFM et FFM SPS : une complémentarité opérationnelle au service d'un objectif global commun

Face aux nombreux défis SPS identifiés dans les pays ACP et dans un contexte d'évo-



lution de la réglementation européenne, le COLEACP a été mobilisé par le Secrétariat des Etats ACP fin décembre 2018 pour mettre en œuvre un nouveau programme d'intervention complémentaire de FFM « Fit for Market SPS ». L'infrastructure COLEACP et le réseau ACP existants ainsi que la synergie avec FFM ont permis un lancement et un déploiement rapide des activités de FFM-SPS dès le début 2019.

L'objectif global des deux programmes est de réduire la pauvreté, d'améliorer la sécurité alimentaire et la sécurité sanitaire des aliments et d'assurer une croissance durable et inclusive en renforçant les chaînes de valeur agroalimentaires dans les pays ACP. Les résultats attendus de FFM et FFM SPS sont complémentaires et intégrés dans un cadre de mise en œuvre visant à renforcer et à consolider les capacités aux niveaux national et régional pour que des systèmes SPS nationaux efficaces et efficaces soient en place.

